


 débats

28 → 29 juin

ST-BERNARD 1996-2016

20 ans de lutte des sans-papiers

Deux soirées organisées avec la CGT et La Cimade Il y a des images qui restent gravées dans nos mémoires. Celles de l'évacuation de l'église Saint-Bernard dans le 18^e arrondissement de Paris le 23 août 1996 en font partie. Quatre mois auparavant, trois cents Africains et Africaines sans papiers étaient sortis de l'ombre, avaient d'abord occupé l'église Saint-Ambroise puis Saint-Bernard et revendiquaient le droit à circuler, à travailler, à vivre en France. Ce surgissement sur la scène médiatique et politique d'un mouvement de sans-papiers, bientôt désigné comme celui des « Saint-Bernard », devient tout un symbole. Un large mouvement d'associations, comités, syndicats, partis, élus, personnalités, artistes, avocats, cinéastes, intellectuels se développait et exigeait dans l'unité la régularisation globale de tous les sans-papiers et l'égalité des droits. Aujourd'hui, ces luttes se développent dans de nouvelles directions contre une politique anti-immigrés qui barricade l'Europe, organise des camps à ses frontières, laisse les réfugiés dans le dénuement, transforme la Méditerranée en un sombre tombeau. Plus que jamais, le souffle et l'esprit de Saint-Bernard se rappellent à nous.

L'ENGAGEMENT DES SYNDICATS AUPRÈS DES TRAVAILLEURS SANS PAPIERS DE SAINT-BERNARD AUJOURD'HUI

avec l'**Union syndicale Solidaires**
Lors de ce débat avec des acteurs d'hier et d'aujourd'hui, les intervenants feront le point sur l'implication des Syndicats auprès des sans-papiers et l'évolution de leur engagement. Quel rôle les syndicats et plus largement le travail ont-ils joué dans la reconnaissance des sans-papiers ? Et comment s'est opéré ce passage lexical et symbolique du terme « sans-papiers » à « travailleurs sans papiers » ? Des extraits de films du « Collectif des cinéastes pour les sans-papiers » rythmeront la soirée, de *Nous, sans-papiers, de France* (1997) à propos de St-Bernard à *Les 18 du 57 boulevard de Strasbourg* (2014).

débat avec Louis Viannet, ancien secrétaire général de la CGT, Annick Coupé, ancienne déléguée générale de l'Union syndicale Solidaires, Francine Blanche, responsable CGT en charge des travailleurs migrants, Sébastien Peigney, secrétaire national de l'Union syndicale Solidaires et Aminata Soumaoro, une des coiffeuses grévistes du 57 bd de Strasbourg introduit et animé par Gérard Noiriel, historien

mardi 28 juin → 19h
entrée libre,
réservation conseillée

LES DÉLITS DE SOLIDARITÉ avec le Gisti (Groupe d'information et de soutien des immigrés)

Le 22 février 1997, lors de l'occupation de l'église Saint-Bernard, près de 100 000 personnes défilent à Paris contre le projet de loi « Debré » sur l'immigration qui posait les prémices du « délit de solidarité ». Depuis, de nombreux textes législatifs se sont succédés et des poursuites en tout genre ont vu le jour contre ceux qui manifestent leur solidarité, sous une forme ou sous une autre, avec les personnes sans papiers.

Dans un contexte où nous constatons une recrudescence de ces poursuites, il s'agira de revenir à travers analyses et témoignages, sur ce que sont ces « délits de solidarité ». Ils visent ceux qui, par conviction, par générosité, par simple sentiment d'humanité, refusent de céder aux injonctions du pouvoir qui privent la personne étrangère en situation irrégulière en France de toute forme de soutien.

débat avec Claudia Charles, chargée d'études au Gisti, Nan Suel, présidente de Terre d'Errance et Francois Lorent du Collectif Romeurope du Val Maubuée et président de l'association Convivance animé par David Éloy, rédacteur en chef de la revue *Altermondes*

mercredi 29 juin → 19h
entrée libre,
réservation conseillée